



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-02-2016

51^{ème} congrès de la CGT

Le 51^{ème} congrès de la CGT se tiendra à Marseille du 18 au 22 avril.

Nous recevons déjà un courrier important qui émane de nombreux syndicalistes et d'autres salariés dont nous publierons des extraits ainsi que notre point de vue. Nous ouvrons à partir de cette semaine une rubrique consacrée à sa préparation

Reçu de Michel Pierre, militant CNRS

51^e congrès : Quelle CGT pour les luttes ?

Depuis l'élection de F Hollande à la Présidence de la République en 2012, les mesures en faveur du capital ne cessent de tomber. Citons l'Accord National Interprofessionnel, le Pacte de Responsabilité, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la loi Macron, la loi Rebsamen, l'accord Agir-Arco, sans oublier la casse du code du Travail. Ces mesures visent toutes à accroître les profits au détriment des salaires. Il s'agit avant tout d'aider au mieux le capital français dans la lutte que ce dernier livre à ses concurrents dans l'appropriation des marchés. Pour le patronat il faut se débarrasser de tout ce qui limite l'exploitation des salariés, de tout ce qui limite le profit, c'est à dire les droits et les garanties collectives que les salariés ont conquis par leurs luttes

Face à cette politique les salariés ont un besoin vital d'un syndicalisme CGT de lutte de classe car seule les luttes unies et coordonnées peuvent mettre en échec le patronat et son gouvernement.

Cette volonté devrait être au cœur du document d'orientation pour le 51^e congrès confédéral. Force est de constater que ce dernier est aux antipodes de l'affrontement avec le capital. La crise du capitalisme n'y est même pas évoquée. Il n'y aucune analyse

de la situation internationale, aucune analyse de la politique économique et sociale du gouvernement français. Le développement humain durable qui parsemait le document d'orientation du 50^e congrès a fait place au syndicalisme de transformation sociale. Mais il n'indique à aucun moment en quoi consiste cette transformation sociale. Le syndicalisme rassemblé est réaffirmé comme l'orientation fondamentale qui doit conduire à la transformation sociale sans que les confédérations et fédérations signataires d'accords au rabais et qui soutiennent cette politique soient citées. Au niveau de la société, la solution est le partage plus égalitaire des richesses. En résumé, le capitalisme est devenu l'horizon indépassable, qu'il suffirait d'aménager par la démocratie pour une répartition plus juste des richesses, **ce qui est un leurre.**

Le travail salarié n'est plus considéré comme le rapport d'exploitation social fondamental qui structure la société. Or, la répartition inégale des richesses est générée par ce rapport d'exploitation par lequel les capitalistes s'approprient la valeur produite par les salariés. Et cette appropriation est d'autant plus grande que les économies sur les travailleurs sont grandes. C'est ce qui constitue le ressort même de l'enrichissement capitaliste, de l'accumulation du capital et donc de la différenciation sociale.

Si le texte évoque la Charte d'Amiens de 1906, c'est pour le caviarder. Il écrit « *En 1906, la Charte Amiens entérine sa spécificité qui est de lier la lutte quotidienne pour des améliorations immédiates... comme indissociables de notre visée de transformation de la société* ». La phrase essentielle de la Charte qui donne son sens à la création de la CGT, c'est : « *La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat* ». Cette phrase est passée sous silence. La disparition du salariat et du patronat a fait place à la formule passe partout de la « transformation sociale ».

Ce texte dépourvu de toute analyse désarme les syndiqués dans leur affrontement avec le gouvernement et le patronat.

Avec l'abandon de l'unité d'action au profit du syndicalisme rassemblé, la CGT est passé d'une logique d'affrontement avec le capital à une logique d'accompagnement.

La situation pose avec force la question de quelle CGT les salariés ont besoin ? Une CGT d'accompagnement des forces dominantes n'a aucun avenir car le terrain du réformisme syndical est déjà occupé par bon nombre d'organisations. La CGT n'a d'avenir que si elle est de lutte s'appuyant sur la masse des salariés. C'est cette CGT qu'il faut construire dans les luttes et pour les luttes contre le capital dans l'intérêt de classe de tous les salariés.